

Bulletin d'histoire politique

Pour une définition politique de l'Arctique

Jean-François Pelletier



Volume 1, Number 2-3, Spring 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063176ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063176ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pelletier, J.-F. (1993). Pour une définition politique de l'Arctique. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 42–43. <https://doi.org/10.7202/1063176ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Ross, Taillon et Flynn. Ils n'ont fait que passer, pour la plupart, mais quelques-uns ont connu de remarquables carrières politiques: qu'on pense à Joly de Lotbinière (député et ministre à Québec et à Ottawa, chef de l'Opposition, premier ministre et lieutenant-gouverneur) et à Boucher de Boucherville, qui siégea au Parlement pendant 54 ans et mourut en fonction à 93 ans sonnés!

Les parlementaires des six premières décennies du XX^e siècle ont eu un peu plus de succès auprès des historiens. Le plus populaire est Maurice Duplessis avec deux biographies substantielles (par l'homme d'affaires Black et l'inclassable Rumilly), quelques ouvrages de journalistes (Laporte, Roberts, Saint-Aubin) et des thèses sur des aspects particuliers de sa vie ou de son administration (Benoît, Desrosiers, etc.). De Taschereau, il existe une biographie, en anglais, par Vigod, et une thèse sur les relations de son gouvernement avec l'Église (Dupont). Des thèses sur Godbout (Genest) et les «cent jours» de Sauvé (Denise Bombardier), ainsi qu'un opuscule sur Gouin (Jacques Gouin) complètent le tableau. Rien, aux deux extrémités de la période, sur Parent et Barrette.

Les premiers ministres contemporains, de Lesage à nos jours, ont été choyés, mais les historiens des universités du Québec n'y sont pour rien, exception faite des initiatives de notre collègue Comeau pour faire connaître Lesage, Johnson et Lévesque. Il existe deux biographies de Lesage, par le journaliste Daignault et le politicologue Dale C. Thomson. Sur Johnson, la meilleure oeuvre est sortie de la plume du journaliste Pierre Godin (qui nous a mystérieusement échappé à notre révision du Dictionnaire des parlementaires du Québec. Nos excuses!) et il existe des opuscules d'Albert Gervais et Jean-Louis Laporte. C'est aussi un journaliste (Vastel) qu'il faut consulter sur Robert Bourassa tandis que René Lévesque a eu trois biographes (Aubin, Desbarats et Provencher) avant même d'avoir fait sa marque comme premier ministre, et aucun depuis! Restent Jean-Jacques Bertrand, qu'on découvre à travers *La poudrière linguistique* de Godin, et Pierre Marc Johnson: ce dernier a, pour les fins de notre propos, le double défaut d'être jeune et en vie, ce qui se corrigera avec le temps...

Quelle était la question déjà? Combien de biographies de premiers ministres québécois les historiens des universités du Québec ont-ils

placées sur les rayons des librairies? On comprend que les historiens aient laissé les premiers ministres contemporains aux mains des journalistes et des politicologues, mais pourquoi ont-ils aussi boudé les anciens?

Date de décès des premiers ministres

1886	Mousseau	1927	Flynn
1890	Chauveau	1929	Gouin
1894	Mercier	1952	Taschereau
1898	Chapleau	1956	Godbout
1900	Marchand	1959	Duplessis
1901	Ross	1960	Sauvé
1905	Ouimet	1968	Johnson
1908	Joly	1968	Barrette
1915	Boucher	1973	Bertrand
1920	Parent	1980	Lesage
1923	Taillon	1987	Lévesque

POUR UNE DÉFINITION POLITIQUE DE L'ARCTIQUE

par Jean-François Pelletier
Étudiant au doctorat en science politique
UQAM

L'*Arctique* est un terme générique qui désigne une aire géographique. C'est en tout cas à cette dimension que se limite bien souvent son utilisation dans le discours populaire. Mais qu'en est-il dans celui des universitaires, c'est-à-dire dans le discours reconnu comme *scientifique*.

Cette question est importante, parce qu'à travers la résolution de celle-ci, c'est également la nature même du type de relation que nous (les Québécois allochtones) voulons entretenir avec les populations québécoises autochtones qui occupent ce territoire qui est abordée. Le modeste but de la présente démonstration est précisément d'en venir à une définition.

En effet, si nous nous en tenons qu'à la dimension cartographique de la notion de *arctique*, la problématique du développement de l'Arctique québécois ne se poserait pas, par exemple, puisqu'en fonction d'une pareille définition l'Arctique est toute cette région qui se situe au nord du 67^{ième} parallèle (le cercle polaire arctique). Or le territoire québécois ne s'étend guère au-delà du 63^{ième}. Aussi, pour certains auteurs

comme le canadien Franklyn Griffiths⁴⁰, l'Arctique correspondrait au territoire situé au nord du 60^{ième}, afin de pouvoir y inclure la presque totalité de l'Alaska.

Il y a donc plusieurs définitions possibles du terme Arctique, selon que l'on se place dans telle ou telle perspective. Pour nous qui sommes praticiens d'une science sociale, c'est bien la dynamique des rapports sociaux qui nous intéresse, et alors il nous faut une définition appropriée. Or, à l'instar de Griffiths qui s'autorise à donner une pareille définition *humaine* de l'Arctique en fonction de considérations politiques (son but étant de rendre compte du voisinage russo-américain), nous pouvons nous aussi offrir une définition non cartographique de l'Arctique. Si pour Griffiths il fallait tenir compte de la dimension stratégique de l'Arctique⁴¹, en ce qui nous concerne c'est la présence des Inuit (on dit un Inuk, des Inuit) que nous choisissons comme critère principal. Des Inuit, il y en a tout le tour du bassin circumpolaire; aux États-Unis (Alaska), en Russie (Sibérie Orientale), au Danemark (Groenland), au Canada (Territoires du nord-ouest et Yukon) et au Québec (Nouveau-Québec). Depuis 1979⁴² ils se sont regroupés politiquement au sein de la Conférence circumpolaire inuit (CCI), ce qui leur permet d'internationaliser leur cause commune. La CCI participe entre autres aux travaux de l'ONU en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG).

Même si le 60^{ième} parallèle de Griffiths implique la pointe extrême-nord du Québec, nous considérons que cette définition est politiquement inadéquate, parce qu'elle ne tient pas compte de la façon dont les Inuit voient eux-mêmes les choses.

Sachons que le Nunavik est le terme choisi par les Inuit pour désigner toute la région au nord de ce 55^{ième} parallèle est connue comme étant le Nouveau-Québec. Or, c'est sur le Nunavik que

les Inuit veulent instituer leur autonomie gouvernementale par le truchement du Gouvernement régional Kativik (GRK). C'est pourquoi nous suggérons de définir politiquement l'Arctique comme étant *tout ce qui se trouve au nord du 55^{ième} parallèle*, de façon à y inclure dans sa totalité le Nunavik, puisque nous préconisons ici d'associer l'Arctique à la présence inuit.

LA LANGUE, TOUJOURS

Guy Bouthillier
Département de science politique
Université de Montréal

La question linguistique a déjà une histoire. Assez naturellement, le dernier-né des recueils d'analyses du Québec *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis* (PUM, 1992, 811 p.), préparé sous la direction de Gérard Daigle, lui consacre un article confié à Guy Rocher "Autour de la langue: crises et débats, espoirs et tremblements", qu'on lira avec intérêt étant donné le rôle joué par son auteur aussi bien à la Commission Parent (dont il souligne la "réserve" sur l'intégration des immigrants) qu'auprès de Camille Laurin à l'époque de la loi 101. On lira ce que Guy Rocher appelle les "défis" qui restent à relever, et qui n'appellent assurément pas les "assouplissements" actuellement évoqués par Claude Ryan. Guy Rocher soulève par ailleurs la question de la "qualité de la langue écrite, et surtout parlée", qu'il rapproche de celle de la *norme* du français québécois. Question d'actualité au moment où est lancé le *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* (d'environ 40,000 mots contre 60,000 pour le *Robert II*), dont la parution vient de donner lieu à une première passe d'armes entre écrivains (André Major, Bruno Roy): serions-nous à la veille d'une nouvelle querelle du type "joual"? Ceux qui le croient et souhaiteraient prendre du recul historique liront de Marie-Andrée Beaudet *Langue et littérature au Québec 1895-1914* (L'Hexagone, 1991, 221 p.), qui souligne la parenté des années d'avant guerre avec celles des années soixante.

On trouvera quelques textes sur la question linguistique dans l'anthologie d'Andrée Ferretti et Gaston Miron: *Les grands textes indépendantistes, écrits, discours et manifestes québécois 1774-1992* (L'Hexagone, 1992, 497 p.). Soulignons entre autres un texte de Paul

40. Franklyn Griffiths, *Arctic and North in the Russian Identity*, Centre for Russian and East European Studies, University of Toronto, *Working Paper no 8*, août 1990, 73 pages.

41. Il suffit de regarder une projection polaire pour comprendre que cette région du monde est hautement stratégique et considérée comme telle par les intéressés. Voir Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, *Atlas stratégique: géopolitique des rapports de forces dans le monde*, Paris, Éditions Complexe, 1991, 224 pages.

42. Ce n'est qu'à partir de 1985, suite à la glasnost gorbatchévienne, que les Inuit de Sibérie seront autorisés à participer aux instances de la CCI.